



ENTRETIEN

L'équation malienne

PRÉSIDENTIELLE La chercheuse Laurence Aïda Ammour met l'accent sur la fragilité de la situation dans le nord du Mali

Le second tour de l'élection présidentielle malienne se tiendra dimanche dans tout le pays. Coauteur, avec Jean-Luc Peduzzi et le chef touareg Shindouk Ould Najim, de l'ouvrage « Je reviendrai à Tombouctou » (Ixelles éditions, 17,90 €), la Bordelaise Laurence Aïda Ammour, chercheuse pour un centre de recherches internationales barcelonais, évoque la situation dans le nord du Mali.

« **Sud Ouest** ». Il est généralement admis que le premier tour de l'élection s'est déroulé dans des conditions satisfaisantes. Quel est votre sentiment ?

Laurence Aïda Ammour. Les opérations de vote stricto sensu se sont bien déroulées. Les taux de participation ne sont jamais très élevés au Mali (NDLR : 48,9 % dans le cas d'espèce). Mais le calendrier très serré a exclu des catégories entières d'électeurs. Ainsi, tous ceux qui n'ont pas pu se faire délivrer de carte d'électeur, ce qui concerne nombre de Maliens du Nord. Il y a aussi les réfugiés, ceux qui sont hébergés dans des camps en Mauritanie, par exemple. Couvrir la totalité des électeurs potentiels aurait demandé une logistique énorme dans le contexte actuel.

Le président élu sera-t-il légitime ? Pour une partie des Touaregs, l'autonomie du Nord est incontournable. C'est un débat qui divise la population comme le MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad). Même si le processus



Laurence Aïda Ammour. PHOTO DR

« **Le calendrier très serré a exclu des catégories entières d'électeurs** »

électoral satisfait la communauté internationale, le risque est réel de voir une part du Nord-Mali considérer qu'elle n'est pas représentée par ce président. Aucun des problèmes de fond n'est résolu. Sur le terrain, on note une montée du ressentiment entre communautés. Les tensions sont très vives autour des « teints clairs », qui sont accusés d'avoir fait le jeu des djihadistes. Je pense qu'au lieu d'organiser une élection à marche forcée il aurait mieux valu porter tous les efforts sur le travail de la Commission dialogue et réconciliation, dont la

composition est déséquilibrée au profit des gens du sud du pays. La priorité devrait aussi être de faire passer la justice après toutes les exactions, quels qu'en soient les auteurs : les Touaregs, les milices, les militaires, etc.

Quelle est la situation dans le nord du Mali ?

Difficile. L'administration ne fonctionne pas. Des fonctionnaires nommés par Bamako se font chasser à leur retour sur place. Les échauffourées sont monnaie courante. La sécurité des populations n'est pas assurée. L'opération Serval a atteint son objectif, mais elle ne peut suffire à éradiquer le terrorisme dans la région. En dispersant les djihadistes, elle n'a fait, d'une certaine manière, qu'étendre le territoire d'action des extrémistes.

Y avait-il une solution ?

La différence par rapport au Niger voisin est frappante. Quand les Touaregs ont décidé de quitter la Libye après la chute de Kadhafi, les autorités nigériennes ont exigé leur désarmement en contrepartie de leur retour au pays. Le gouvernement malien de l'époque n'a posé aucune condition et a voulu négocier a posteriori. Résultat, des armes libyennes sont aujourd'hui aux mains des groupes extrémistes. Leur circulation pose d'ailleurs problème à l'Afrique du Nord dans son ensemble. Les armes lourdes issues de cet arsenal ne sont même pas comptabilisées.

Recueilli par Jean-Denis Renard